

FINI, PARTI !!

Depuis le début des hostilités virales, tant localement que nationalement, nous avons tenté et souvent réussi à faire en sorte :

- que les plans de continuation de l'activité (PCA) soient clairs et bien appliqués localement,
- de circonscrire les velléités de certains responsables locaux d'en faire « trop »,
- que le nombre des agents mobilisés en présentiel soit le plus faible possible,
- que leurs conditions de travail garantissent leur sécurité et leur santé,
- que les télétravailleurs soient équipés correctement et que leurs conditions de travail ne soient pas dégradées....

Pour les collègues en présentiel, comme pour les autres d'ailleurs, nous avons obtenu l'assurance que personne ne soit lésé au regard du temps de travail. Notre boussole étant tournée d'abord sur leur santé et sur leur sécurité, celle de leurs proches et du reste de la population. Il ne s'agissait pas dans notre esprit d'instiller l'idée de travailler plus et plus longtemps (même si chacun est libre de ses choix en la matière) ; Mais plutôt de faire en sorte que les personnels mobilisés puissent rester le moins longtemps possible sur leur lieu de travail sans perdre le bénéfice « comptable » de leur journée de travail habituelle.

Chers collègues, si vous êtes dans ce cas, faites ce que vous avez à faire et rentrez chez vous !

C'est une lutte chaque jour renouvelée, sachant que le PCA national peut évoluer d'un jour à l'autre sous la pression de certains groupes et des choix des pouvoirs publics.

Ainsi, le message du 25 mars publié sur Ulysse demandant à rouvrir le 1er avril les SPF et SPFE est intolérable ! Et à la limite du foutage de gueule quand on lit le 24 mars (donc la veille !...) le message lénifiant de notre Directeur Général nous certifiant tout mettre en œuvre pour une sécurisation maximale des agents actuellement au front (oui au front ! Nous sommes en guerre...), avec en outre un passage de crème honteux ! Rappelons si besoin, qu'il y a encore quelques semaines de cela, ce même DG portait fièrement la destruction de notre administration en se moquant royalement des dégâts collatéraux sur ces même agents...

Bref, il va falloir nous expliquer pourquoi aux Finances Publiques, les missions essentielles à l'économie varient d'une semaine à l'autre ... à moins que les lobbies (notariaux entre autres) ne poussent le gouvernement... quitte à mettre en danger les personnels des finances pour le seul intérêt financier de ces lobbyistes !

Solidaires Finances Publiques, veillera à ce qu'aucun collègue ne soit obligé par un responsable hiérarchique quel qu'il soit de rester plus longtemps que nécessaire dans son service (journée de plus de 10h accordée par la DG ou pas, écrêtement au-delà des 12h appliqué ou pas !). Le principe étant dans la période, que sur les missions prioritaires, soit appliqué le fini-parti ! Aucune contrainte ni pression !

Concernant la réouverture des SPF et SPFE au 1^{er} avril (ce que nous ne souhaitons pas), nous veillerons également à ce que l'ensemble des agents affectés sur ces missions ne soit pas tous rappelés en même temps. Le principe de « turn-over » doit à minima être respecté afin que les mesures d'hygiène et de distanciation puissent être appliquées ! Ce qui a d'ailleurs été précisé par la DG lors de l'audio conférence avec les OS nationales du 25 mars. Vigilance donc...